MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Décret n° 2000-651 du 3 juillet 2000 modifiant le décret n° 99-1016 du 2 décembre 1999 relatif aux dérogations temporaires d'ouverture des débits de boissons dans les installations sportives

NOR : MJSK0070010D

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de la jeunesse et des sports,

Vu le code des débits de boissons et des mesures contre l'alcoolisme, notamment son article L. 49-1-2 ;

Vu la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives ;

Vu le décret n° 93-1101 du 3 septembre 1993 concernant la déclaration des établissements dans lesquels sont pratiquées des activités physiques et sportives et la sécurité de ces activités ;

Vu le décret n° 99-1016 du 2 décembre 1999 relatif aux dérogations temporaires d'ouverture des débits de boissons dans les installations sportives,

Décète :

Art. 1^{er}. - A l'article 3 du décret du 2 décembre 1999 sus-visé, les termes : « aux procédures énoncées à l'article 6 du décret n° 89-685 du 21 septembre 1989 relatif à l'enseignement contre rémunération et à la sécurité des activités physiques et sportives » sont remplacés par les termes : « aux procédures énoncées aux articles 4 et 5 du décret n° 93-1101 du 3 septembre 1993 concernant la déclaration des établissements dans lesquels sont pratiquées des activités physiques et sportives et la sécurité de ces activités ».

Art. 2. - Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, la ministre de l'emploi et de la solidarité, le ministre de l'intérieur, la ministre de la jeunesse et des sports, la secrétaire d'Etat à la santé et aux handicapés et la secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 juillet 2000.

LIONEL JOSPIN

Par le Premier ministre :

La ministre de la jeunesse et des sports,
MARIE-GEORGE BUFFET

*Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,*
LAURENT FABIUS

La ministre de l'emploi et de la solidarité,
MARTINE AUBRY

Le ministre de l'intérieur,
JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

*La secrétaire d'Etat à la santé
et aux handicapés,*
DOMINIQUE GILLOT

La secrétaire d'Etat au budget,
FLORENCE PARLY

MESURES NOMINATIVES

PREMIER MINISTRE

Arrêté du 6 juin 2000 portant cessation de fonctions (secrétariats généraux pour les affaires régionales)

NOR : PRMG0070331A

Par arrêté du Premier ministre en date du 6 juin 2000, il est mis fin aux fonctions exercées par Mme Marthien (Nathalie), administratrice civile, en qualité de chargée de mission à temps plein auprès du préfet de la région Ile-de-France à compter du 13 juin 2000.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

Arrêté du 22 juin 2000 portant remise de débits

NOR : ECOR0004655A

Par arrêté de la secrétaire d'Etat au budget en date du 22 juin 2000, il est fait remise gracieuse, en capital et intérêts, à M. Fori (René) de la somme de 400 000 F sur 624 825 F, montant du trop-perçu constaté à son encontre pour la période du 13 décembre 1983 au 30 avril 1999, au titre de sa pension militaire d'invalidité n° 78 020 546 J. Cette remise est accordée sous réserve du reversement au Trésor de la somme de 224 825 F laissée à la charge du redevable.

Arrêté du 30 juin 2000 portant nomination au Conseil supérieur de la télématique

NOR : ECOI0020204A

Par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, de la ministre de la culture et de la communication et du secrétaire d'Etat à l'industrie en date du 30 juin 2000 :

Sont nommés membres du Conseil supérieur de la télématique à compter du 1^{er} juin 2000 et pour la durée du mandat restant à courir jusqu'au renouvellement des membres du Conseil supérieur de la télématique :